



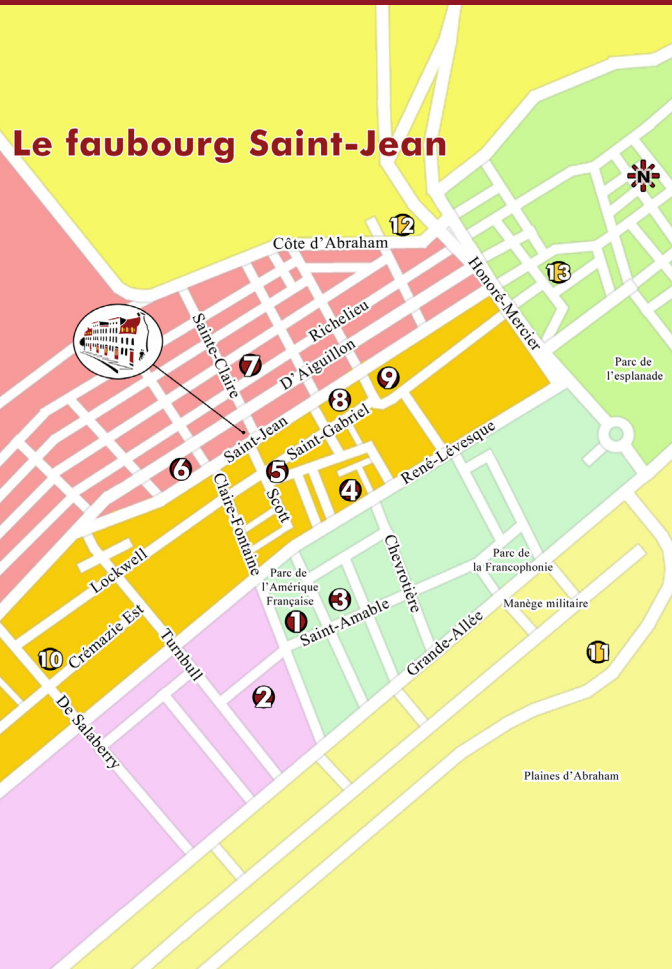
**Le Comité populaire  
Saint-Jean-Baptiste  
présente**

**un rallye pédestre,  
du 19<sup>e</sup> au 21<sup>e</sup> siècle,  
au coeur du quartier  
Saint-Jean-Baptiste**

**Le faubourg,  
une histoire  
populaire**

**[www.unehistoirepopulaire.net](http://www.unehistoirepopulaire.net)**

# Le faubourg Saint-Jean



## Circuit pédestre

Pour une promenade tranquille.

- 1 **Sommet des Amériques**
- 2 **Le Boisé des soeurs  
Franciscaines**
- 3 **La garderie coopérative  
Saint-Jean Baptiste**
- 4 **L'Îlot Berthelot**
- 5 **Le mouvement Saint-  
Gabriel**
- 6 **La bataille pour la laïcité  
scolaire**
- 7 **L'Opération Soleil**
- 8 **La présence des  
anglophones**
- 9 **La communauté gaie et  
lesbienne**

## Circuit complémentaire

Pour les marcheurs et les marcheuses aguerri-e-s.

- 10 **La synagogue Beth Israël  
Ohev Sholem**
- 11 **Les Cove Fields**
- 12 **Le Patro Saint-Vincent de  
Paul**
- 13 **La place D'Youville**

## Circuit pédestre



### Sommet des Amériques

Parc de l'Amérique Française



**2001 : Du 20 au 22 avril, 34 chefs d'État de tous les pays des Amériques, sauf Cuba, se rencontrent à huis clos à Québec. Ils discutent de la création d'une zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA). Ce traité néolibéral vise à supprimer toute entrave au commerce et à libéraliser les services publics.**

Le Compop s'implique activement avec des grandes coalitions antimondialisation de Québec : la CASA et OQP2001. Avant le Sommet, il organise une assemblée publique d'information et une manifestation qui prend la forme d'une marche funèbre symbolisant la mort des droits et libertés. Le 20 avril, toujours à l'initiative du Comité populaire, la rue Saint-Jean est proclamée « zone festive non violente ».

Pendant le Sommet, le Faubourg devient un véritable champ de bataille. Il est divisé par une gigantesque clôture de sécurité, surnommée le mur de la honte, qui sera abattue près du Parc de l'Amérique Française. D'un côté, des militant-e-s venant du monde entier déterminé-e-s à faire échouer les négociations, de l'autre, les policier-e-s, un arsenal répressif sophistiqué et les chefs d'État.

Les habitant-e-s du quartier sont intoxiqué-e-s par les gaz lacrymogènes qui sont copieusement utilisés par les policier-e-s. Les logements restent imprégnés de l'odeur pendant des mois, mais c'est la solidarité du quartier envers les altermondialistes qui marquera les esprits.



## **Le Boisé des soeurs Franciscaines**

Complexe Saint-Amable, 1150 rue de Claire-Fontaine



**1974 : Les soeurs Franciscaines vendent un terrain, un boisé composé d'arbres anciens, à un homme d'affaires de Calgary (qui le revendra deux mois plus tard à Entreprises de Centres d'Achats inc. en empochant 203 308\$ de profit). Les citoyen-ne-s s'insurgent : il s'agit d'un des derniers poumons verts du quartier.**

Le Comité de citoyens de la rue Saint-Gabriel réalise que céder le terrain créerait un précédent dangereux. D'autres terrains sont dans la mire des promoteurs : l'îlot Berthelot et Place Québec notamment. « Voilà d'autres projets qui encouragent la croissance du capital immobilier sur la colline Parlementaire; d'autres projets qui se feront sur le dos de la population », déclare le Comité qui est déterminé à résister.

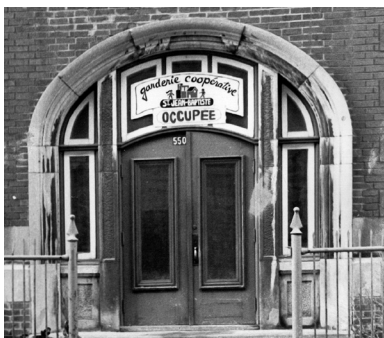
20 groupes populaires appuient la lutte. 3000 résident-e-s signent une pétition. Les manifestations rassemblent des centaines de personnes.

Malgré tout, en 1978, la mairie autorise la coupe d'arbres presque en catimini. La population est avertie par le bruit des tronçonneuses de la compagnie Charlebec qui avait acquis le terrain en 1976.

C'est le choc : 58 arbres sont coupés. Des citoyen-ne-s grimpent dans les quelques arbres restants. On obtient une injonction pour arrêter le massacre. C'était sans compter la fourberie de Charlebec qui coupe les arbres restants en pleine nuit, en flagrante illégalité.

### ③ **La garderie coopérative Saint-Jean Baptiste**

Couvent du Bon Pasteur, 550 rue Saint-Amable



**1972 : La garderie ouvre son premier local sur la rue Saint-Jean, en face de la boucherie Bégin. L'endroit ne convenant pas, il emménage au Couvent du Bon-Pasteur. Le prix est bon et la cour splendide.**

Trois ans plus tard, le gouvernement réclame les locaux. Une rumeur court que le couvent sera démoli pour faire place au Palais de justice. Les citoyen-ne-s se mobilisent. La lutte est féroce. On occupe le bureau du ministre des Affaires sociales pour forcer une rencontre.

Devant les bulldozers, la garderie est occupée jour et nuit. La presse et l'opinion publique sont favorables. Finalement, un moratoire est décidé : la partie est gagnée.

Malgré tout, en 1977, des mésententes surviennent avec les nouveaux voisins. La garderie doit déménager. En 1983, avec l'aide du Comité populaire, la garderie sollicite une subvention pour acheter une maison à l'aide du programme Aménagement de quartier. Le maire Jean Pelletier refuse, préférant consacrer l'argent à des travaux de voirie.

On réagit en occupant le cimetière Saint-Matthews. Parents, enfants, éducatrices et sympathisant-e-s y campent quelques jours. La Mairie fait la sourde oreille. Finalement, une entente est conclue avec la Société d'habitation du Québec et la Société canadienne d'hypothèques et de logement, qui débloquent des fonds. La garderie emménage rue Burton où elle se trouve toujours aujourd'hui.

## 4 L'Îlot Berthelot

Passage de la Résistance



**1970 : Six petites maisons de l'îlot résistent à la démolition due au réaménagement de la colline Parlementaire. Ses habitant-e-s se défendent de toutes les menaces d'expropriation pendant près de 20 ans.**

Pourtant, des entreprises puissantes acquièrent les terrains : Atlific, Urdev, 2551-4225 Québec. Toutes se heurtent à des campagnes de lettres, conférences de presse, auditions à la Régie du logement, manifestations et lignes de piquetage.

En 1989, en campagne électorale, Jean-Paul l'Allier s'engage à protéger la fonction résidentielle de l'îlot. La ville en devient propriétaire. Trois ans plus tard, il trahit sa promesse et souhaite construire une tour de huit étages. Ce projet restera lettre morte faute de fonds. L'Allier impose un moratoire sur l'îlot.

La situation étant toujours précaire, le Compop tient une réunion en 1995. Les locataires, le comité et le groupe de ressources techniques SOSACO décident de faire une coop d'habitation. La Ville cède quatre maisons tout en conservant une partie.

En 2002, le Compop occupe le 920 De La Chevrotière. L'expérience se prolonge tout l'été dans ce qui devient un squat autogéré. L'infokiosque la Page Noire y apparaît. En 2004, le groupe Casot renonce à son projet de condos de luxe. On ne construira que du logement social : la coopérative l'Escalier est née.

## 5 Le mouvement Saint-Gabriel

Coin rue Scott et Saint-Gabriel



**1976 : Des gens se regroupent pour contrer la volonté de la Ville de détruire les maisons de la rue Saint-Gabriel pour en faire un boulevard. 200 habitant-e-s de 25 maisons sont menacé-e-s d'expropriation.**

La mairie, propriétaire des logements, compte les laisser déperir et les raser. En revendiquant, les résident-e-s obtiennent des rénovations, un nouveau pavement pour la rue et des baux annuels. En 1977, une maison est occupée et transformée en maison des jeunes (aujourd'hui la plus ancienne de la région). En 1978, on fonde la deuxième coop d'habitation du quartier, celle de Saint-Gabriel. Le mouvement est né, les bulldozers sont stoppés.

Dans leur élan, les citoyen-ne-s luttent aussi pour avoir le parc Scott. L'endroit est au départ un taudis, qui deviendra un hangar et enfin un stationnement. Les citoyen-ne-s obtiennent finalement quelques arbres et des bancs en 1977 en faisant pression sur la Ville. En 1981, le Programme d'amélioration de quartier (PAQ) consacre 30 000\$ au parc. La Ville propose un premier plan qui est rejeté par les citoyen-ne-s. Ceux et celles-ci obtiennent le report de l'ouverture des soumissions pour réaliser un plan alternatif, une première. L'année suivante, le Comité des citoyens et des résident-e-s entreprennent les travaux.

Le mouvement Saint-Gabriel, gonflé à bloc par ces victoires, deviendra le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste en 1982. Désormais, pratiquement tous ce qui est du côté sud de la rue Saint-Gabriel/Lockwell est du logement social (HLM et coop).



## 6 La bataille pour la laïcité scolaire

École Saint-Jean-Baptiste, 370 rue Saint-Jean



**1977 : La grogne contre l'hégémonie religieuse se fait sentir. À l'école Saint-Jean-Baptiste, des parents souhaitent retirer l'enseignement du catéchisme et mettre de l'avant une éducation humaniste.**

Ils se mobilisent et consultent la Commission des droits de la personne qui souligne la légitimité du droit à la liberté de conscience. Leurs enfants sont exemptés de cours religieux. Le curé réagit en distribuant des bibles gratuitement. Les parents se divisent en deux camps adverses et des débats épiques font rage.

Les partisan-e-s de la laïcité se font élire au comité d'école. Ils militent pour retirer les fêtes religieuses, les crucifix, un manuel de lecture raciste et tout ce qui s'approche trop de l'église catholique. Lors d'une assemblée générale, les chrétiens remplissent la salle de sympathisants et parviennent à éjecter les laïcs du comité.

Trois ans plus tard, un événement vient réunir les parents contre la direction. Celle-ci, souhaitant économiser sur les frais de chauffage, veut supprimer plusieurs fenêtres et remplacer le soleil perdu par des lumières artificielles. Les parents sont furibonds. La direction recule. Après quelques congédiements, les débats sur le catéchisme reprennent leur cours, mais la découverte d'adversaires communs (la direction et la Commission scolaire) fait en sorte que la hargne n'y est plus.



**1970 : Parallèlement à la destruction de la colline Parlementaire, s'ajoute à ce désastre appréhendé un désintéressement des résident-e-s, tant locataires que propriétaires, pour le patrimoine bâti du quartier.**

L'architecture baigne dans une grisaille générale. Les arrière-cours sont encombrées de bâtiments secondaires et de débris. On cherche à augmenter le nombre de terrains vagues pour construire des stationnements hors-rue. La Ville de Québec restaure la Place Royale mais ses autres quartiers, trop « taudifiés », doivent disparaître.

Quelques architectes sonnent l'alarme. Via le programme fédéral Perspectives-Jeunesse, ils fondent les groupes Opération Calfeutrage, Opération Soleil et Opération Soleil de Minuit. Ils peignent les maisons, nettoient les arrière-cours et procèdent à des restaurations intérieures. On organise des fêtes de rue avec le théâtre Euh! Une maquette de l'îlot situé entre les rues Richelieu, Saint-Augustin, Saint-Olivier et côte Sainte-Geneviève est présentée à la Ville. Suite à toutes ces actions de résistance, la Ville change d'attitude face au Faubourg.

## 8

## La présence des anglophones

Cimetière Saint-Matthew



**1810 : Une crise industrielle et agricole, le chômage et la surpopulation de la Grande-Bretagne poussent des milliers d'Écossais, de Gallois, d'Anglais et d'Irlandais à émigrer au Canada. Ces derniers sont très nombreux à cause de la Grande Famine (1845-1849).**

Avec Boston et New York, Québec est la principale porte d'entrée des immigrants en Amérique du Nord. De 1815 à 1860, un million d'entre eux débarquent sur les quais. Plusieurs s'installent dans la région où ils trouvent du travail dans l'industrie du bois. Ces ouvriers habitent près de leurs lieux de travail : les anses à bois et les chantiers navals. La rue Saint-Patrick est là pour nous rappeler qu'une partie du secteur irlandais était situé où se trouve l'actuel Centre des congrès.

En 1861, 40% de la population du Faubourg parle anglais. Parmi ceux-ci, Francis Reginald Scott (1899-1985), dont le père est pasteur de l'église Saint-Matthew, marque l'histoire canadienne. Il deviendra adversaire de Duplessis, grand poète et cofondateur du Co-operative Commonwealth Federation (l'ancêtre du NPD).



## La communauté gaie et lesbienne

Bar le Drague, 815 rue Saint-Augustin



**1972 : Le bar Le Ballon Rouge initie l'ouverture d'établissements où la communauté gaie se retrouve et s'affirme. C'est une période difficile, car l'homosexualité est considérée comme une maladie mentale.**

Les émeutes de Stonewall en 1969 à New York sont un électrochoc pour la conscience gaie. À Montréal, la police arrête 150 clients du bar TruXX en 1977. Le lendemain, 2000 personnes manifestent pour dénoncer la plus grosse répression depuis Octobre 1970.

À Québec, vers 1975, un quartier gai comptant plusieurs commerces fleurit sur les lieux de l'actuel hôtel Palace Royal (coin Honoré-Mercier et Saint-Jean). Quant aux femmes, elles se retrouvent au bar Vénus, coin chemin Sainte-foy et Candiac, et plus tard, à l'Amour Sorcier, dans la côte Sainte-Genève.

Le sida fait des ravages dans les années 80. En 1984 au bar le Drague, une levée de fonds est réalisée. L'organisme de lutte contre le sida MIELS-Québec naît l'année suivante.

Suivra la création d'institutions gaie, lesbienne, bisexuelle et trans (GLBT) : la Fête Arc-en-ciel, le magazine Être, le Théâtre Anima21 et GRIS-Québec en 1996, le Festival Altern'Art en 2005 et le journal SORTIE en 2007. Aujourd'hui, GLBT Québec / Lutte à l'homophobie poursuit la lutte par des activités publiques de sensibilisation.

## Circuit complémentaire

10

### La synagogue Beth Israël Ohev Sholem

Théâtre Périscope, 2 rue Crémazie Est



**1943 : En plein coeur de la Deuxième Guerre mondiale, des juifs de Québec acquièrent un terrain dans l'objectif de construire une synagogue.**

La bourgeoisie locale se révèle peuplée d'ardents antisémites : les paroisses de la Haute-Ville se constituent en « comité de vigilance » et font pression sur les autorités pour empêcher la construction du temple. Suivra une manifestation raciste, des pressions administratives et une tentative d'expropriation. Tout le Canada s'émeut de ce comportement de « style nazi ».

Décrié par la presse nord-américaine et défait en cour, le maire Lucien Borne doit revenir sur ses positions.

Par la suite, le bâtiment mis en chantier subit un incendie criminel en 1944, la veille de son inauguration. Des gens se trouvant à l'intérieur éteignent le feu déclenché par deux cocktails molotov.

Complété en 1951, cet édifice s'avère l'un des plus intéressants de l'architecture moderne à Québec.

Suite à des problèmes financiers et un membership périclitant, la synagogue se transforme en théâtre en 1985. Il demeure un symbole permanent de la lutte à l'antisémitisme menée à Québec durant la guerre.



## Les Cove Fields

Plaines d'Abraham, derrière le Manège militaire



**1945 : Les années d'après-guerre sont marquées par une sérieuse crise du logement partout en occident.**

- Les logements urbains construits au début du siècle se taudifient. La crise économique des années 30 avait stoppé la construction domiciliaire.
- La Deuxième Guerre monopolise une grande partie du matériel nécessaire.
- C'est l'exode des campagnes vers les villes.
- Les soldats sont démobilisés.

Le maire Lucien Borne décide d'héberger une centaine de familles dans les baraques construites pour les prisonniers de guerre, sur l'endroit des plaines d'Abraham que l'on nomme les « Cove Fields ».

Un vrai bidonville apparaît au sein de la capitale où vivront près d'un millier de personnes dont plus de 700 enfants. Les huttes surpeuplées ne sont pas étanches au froid ni à la pluie. Charité, mendicité et délinquance deviennent monnaie courante.

En 1948, le gérant de la Caisse populaire du Saint-Coeur-de-Marie décide de former une coopérative d'habitation composée de 15 familles. À cette époque, les coops consistent à favoriser l'accès à la propriété pour les petits salariés.

En 1951, les familles restantes se retrouvent sans autre recours que l'aide apportée par le Conseil central des Oeuvres de Québec. Toutes les tentatives de créer du logement abordable se sont heurtées au manque de volonté des autorités.

« Punaise-Ville », un bidonville en plein coeur de la ville, ferme après six ans d'existence.



**1861 : La Société Saint-Vincent-de-Paul ouvre une école pour enfants pauvres sur la côte d'Abraham. Suit une église et un espace communautaire où les jeunes viennent passer leurs journées : les loisirs sont gratuits.**

En 1949, l'église est la proie des flammes. Seule la façade résiste. Le Patro, lui, est sauf. En 1958, la communauté ajoute un complexe sportif composé d'une piscine « semi-olympique » et d'un gymnase intérieur. Il sera rasé en 1971 pour faire place à l'autoroute Dufferin. Amputé d'une aile, la santé financière du Patro se détériore rapidement. L'invasion du béton a également mené à la démolition de nombreuses habitations du quartier et à l'exode de leurs habitants. Les religieux vendent les immeubles en 1987.

Peu après, la Ville souhaite permettre la construction d'un hôtel Sheraton (qui s'avère plus tard être un projet bidon). La coalition S.O.S. Patro réplique en proposant un centre culturel, communautaire et résidentiel comprenant du logement social. S.O.S. Patro reçoit l'appui du Rassemblement populaire qui changera d'avis aussitôt élu en 1989.

Le maire Jean-Paul L'Allier propose une utilisation exclusivement commerciale des terrains. En 1998, l'hôtelier Jacques Robitaille acquiert le complexe qu'il démolit illégalement en 2006 en toute impunité. Le scénario se répète : deux candidates de l'équipe Labeaume, lors des élections en 2009, appuient l'expropriation pour bâtir de l'habitation. Volte-face après les élections, le projet d'hôtel devient soudain « pas mal beau » aux yeux du maire.

## 13 La place D'Youville

Face au Capitole



**17<sup>e</sup> siècle : La place d'Youville est le lieu de naissance des premières maisons (via la porte Saint-Jean) et le centre du faubourg Saint-Jean. Toutes les rues est et ouest du quartier y convergent.**

C'est l'emplacement d'un marché public de 1877 à 1931. Le Faubourg devient par la suite la place du divertissement et des artistes. On y retrouve le Capitole, l'École des beaux-arts, trois postes de radio (CKCV, première radio de la ville, CBV, CHRC), des cinémas (le Cinéma de Paris, l'Auditorium, le Cambrai, l'Olympia, le Classique), des cabarets (la porte Saint-Jean et la Page Blanche), des discos, des saunas et des bars gais.

L'Hôtel Montcalm abrite bar, restaurant, taverne, bordel, café et salon de coiffure pour quidams et gens célèbres. C'est la construction du boulevard Dufferin et de l'édifice de la Banque de Montréal en 1970 qui mettent fin à toute cette effervescence. Le quartier est séparé de son coeur battant.





## Historique du Comité populaire

Par Lyne Voyer

Extrait du journal l'Infobourg, vol 15 no 7 et 8



Le mouvement de citoyen-ne-s qui a donné naissance à l'actuel Comité populaire Saint-Jean-Baptiste est apparu dans les années 60, alors que la haute-ville de Québec s'apprêtait à changer radicalement. À l'époque, l'Administration municipale aspirait à donner à la cité un nouveau visage empreint de progrès et de modernité, et se lança dans de grands projets de développement économique. Ces projets allaient à l'encontre du bien-être des citoyen-ne-s, et plus particulièrement des citoyen-ne-s du quartier Saint-Jean-Baptiste. D'abord Mouvement Saint-Gabriel, puis Comité de citoyens Saint-Gabriel, le Comité Populaire Saint-Jean-Baptiste n'a pas cessé de se battre, depuis sa création, pour que le quartier soit à l'image de la population et non à l'image des grandes corporations.

La Ville voulait faire de la colline parlementaire une véritable cité administrative. Cette décision engendra une recrudescence de la spéculation sur les terrains, la concentration des bâtiments entre les mains de quelques propriétaires, l'augmentation de la circulation automobile. La destruction planifiée des habitations força nombre de personnes à quitter leur logement et leur quartier : 50 % des logements furent détruits entre 1966 et 1976! D'après le recensement de 1971, la très grande majorité des résidents, soit 88,8%, étaient des locataires à faible ou à moyen revenu.

Il fallait préserver le caractère populaire du quartier. La première lutte fut celle du mouvement Saint-Gabriel.

## **Le Comité populaire**

C'est à l'assemblée générale de 1982 que le comité de citoyens devint le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste.

À la fin des années 80, le Comité a par ailleurs mené d'autres luttes, notamment pour la préservation du Patro Saint-Vincent-de-Paul.

L'agrandissement du Centre des congrès, au début des années 90, suscita aussi de nombreuses réactions dans le quartier et au sein du Comité populaire. Les critiques concernaient autant le processus de prise de décision de la ville, que les effets de cet agrandissement sur le quartier (entre autres, l'accroissement de la circulation automobile et de la spéculation). Une coalition se forma même pour tenter d'éviter que le projet ne tourne à la catastrophe. Le dossier du Centre des congrès était également relié au réaménagement du boulevard René-Lévesque (à l'époque, Saint-Cyrille) et de l'autoroute Dufferin. Le Comité populaire fit des propositions pour que l'aménagement de ces artères soit plus sécuritaire pour les piétons et qu'il tienne compte en priorité du transport en commun.

## **Aujourd'hui encore, le logement**

Les bureaucrates de la Ville ont maintes fois trouvé les résident-e-s du quartier sur leur chemin durant les trois dernières décennies. Le Comité populaire est un instrument que les résident-e-s s'approprient pour établir un rapport de forces avec la Ville et les promoteurs privés. Le Comité populaire est ce que les gens du quartier en font, et il est plus nécessaire que jamais que les résident-e-s s'y investissent. Il ne faudra pas attendre que la Ville règle la crise du logement à sa façon avant de réagir. Le manque criant de logements sociaux nous rappelle à l'action. C'est à travers nos luttes urbaines que se jouera l'avenir de notre quartier. Ce quartier qui nous unit!

## **En couverture**

26 décembre 1943: Vue de la Place d'Youville vers l'ouest du quartier avec l'Hôtel Montcalm (café et taverne) à gauche de la photo. (Archives de la Ville de Québec).

## **Conception et recherche**

François Gosselin Couillard en collaboration avec le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste.

## **Révision**

Karina Hasbun, Mathieu Houle-Courcelles, Nicolas Lefebvre Legault.

## **Correction linguistique**

Véronique Garneau-Allard de Traductions POP.

## **Remerciements**

Claude Barabé alias Réglisse, Yves Beauregard, Sébastien Bouchard, Gabrielle Bouthillier, Marc Boutin, Chantal Charron, Roland Cliche, Robin Couture, Réjeanne Cyr-Reid, Patrick Donovan, Winnie Frohn, Yves Gauthier, Simon Jacobs, Vivian Labrie, Dovid Lewin, Jean-Claude Lizotte, Agnès Maltais, Hélène Nazon, Malcom Reid, Stéphane Robitaille, Danielle Savard, Gilles Simard, Vania Wright-Larin.

Des témoignages audio accompagnent ce rallye.

Imprimé en 2011.

## Bibliographie

Boutin, Marc et Jimena Michea, « Faubourg Saint-Jean, aperçu géohistorique », *Le Faubourg Saint-Jean, une étude socioéconomique*, Québec, Comité Populaire Saint-Jean-Baptiste, 2005, p. 6-7.

*Dans mon quartier, 30 ans de résistance*, Dir. Marco Dubé et Cindy Labonté, Prod. Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, 2008.

*D'un quartier, un mouvement, Du mouvement St-Gabriel au Comité populaire Saint-Jean-Baptiste 1976-2001: 25 ans de lutte.*

Côté, Louise, *400 ans d'immigration. La ville de Québec, une longue tradition d'accueil*, Ed. Service de la culture, Québec, Ville de Québec, 2006.

Charron, Chantal, « *La crise du logement à Québec et le village des Cove Fields: ghettoïsation de la misère et stratégies de survie sur les plaines d'Abraham (1945-1951)* », Mémoire, Université Du Québec à Montréal, 2003.

*Historique du CPE Coopérative Saint-Jean-Baptiste - 20 ans.*

Boutin, Marc, « Démolition illégale du Patro et de l'église Saint-Vincent-de-Paul », *Droit de parole*, Québec, mai 2008, p. 2.

Lefebvre Legault, Nicolas, « Balayage du RMQ... La fin d'une époque », *Infobourg*, Québec, mars et décembre 2009.

Comité des citoyens de la rue St-Gabriel, « Charlebec », *Intervention*, 1978, p. 2-8. Web. <<http://id.erudit.org/iderudit/59265ac>>.

Comité Populaire Saint-Jean-Baptiste, *Rallye, histoire du quartier Saint-Jean-Baptiste à travers ses luttes*, Québec, 2004.

Noppen, Luc et al., « Saint-Jean-Baptiste: la paroisse, le quartier, le faubourg », *Cap-aux-Diamants*, Québec, vol. 3, no.1, printemps 1987.



## Comité populaire Saint-Jean-Baptiste

780 rue Sainte-Claire  
Québec (Québec)  
G1R 5B9

Tél.: 418-522-0454  
Télec.: 418-522-0959

[compop@qc.aira.com](mailto:compop@qc.aira.com)  
[compop.net](http://compop.net)

